Banane - FAO 1997
Le diable, c'est l'OCM

Les participants de la quinzième session du Groupe intergouvernemental sur la banane qui s'est tenue en Italie, à Rome, les 7, 8 et 9 mai, ont vérifié sans peine les zones de fracture délimitant le monde bananier en nations pro et anti-OCM.

Cette quinzième session du Groupe intergouvernemental sur la banane est la seconde qui ait eu lieu depuis la création de l'Organisation commune des marchés de la banane (OCMB). Celle de Kingston (Jamaïque), en 1994, fut très agitée, certaines délégations, telle la délégation allemande, allant même jusqu'à quitter bruyamment la séance. Au contraire, la session de Rome s'est déroulée dans une ambiance relativement détendue. Il est vrai qu'un autre forum international, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), fait désormais office de tribune où tenants et opposants à l'OCMB s'affrontent.

Il n'en reste pas moins que l'OCMB a une fois de plus focalisé toutes les critiques. L'organisation européenne est accusée de ruiner les états producteurs latino-américains et de causer l'effondrement des prix sur le marché mondial. Les critiques de l'OCMB, parfois très dures, s'appuient sur des analyses publiées et présentées par le secrétariat de la FAO sous forme d'un épais document statistique distribué en séance et largement commenté. Le représentant de la Commission européenne l'a jugé très tendancieux. Piqué au vif, le secrétariat de la FAO a récusé cette accusation en demandant aux délégations de fournir les données en temps et heure. Ce à quoi la Commission a répondu que des dizaines de pages de statistiques lui avaient été expédiées par télécopie en juillet 1996 et que ces informations étaient absentes des documents ! L'Union européenne (UE) dénonce le fait que les chiffres d'importations sont systématiquement sous-évalués par la FAO : de 8 % en 1995, de 28 % en 1986. Même constatation pour les chiffres d'importation des Etats-Unis transmis par les autorités américaines et parus dans des documents FAO non distribués en séance mais sur lesquels s'appuient nombre d'analyses. Des amendements ont été apportés et des documents révisés distribués (les tableaux des pages 11 à 13 sont tirés des documents révisés).

Le recueil statistique est un travail de haute voltige tant les sources d'information sont diverses, voire même divergentes, et, dans ce domaine, le mérite du secrétariat de la FAO n'est pas à remettre en cause. Par contre, son interprétation des chiffres est parfois discutable. La Commission européenne, cible des commentaires, est restée très discrète durant les débats, mais elle a tout de même précisé que « *le texte paraît subjectif dans la mesure où il tend à imputer tout problème dans le commerce de bananes à la politique de l'UE.* ». Une autre preuve de l'intérêt excessif porté à l'OCMB par la FAO est l'analyse du commerce à partir des mesures contenues dans le texte de la proposition de réforme de l'OCMB en discussion par le Conseil européen. Comment de telles mesures, en cours de discussion par les quinze et, par là-même, non encore en application, peuvent-elles avoir quelque incidence sur le commerce mondial ?

L'affrontement Etats-Unis/UE par fournisseurs interposés

Au-delà des batailles statistiques traditionnelles, la réunion du Groupe intergouvernemental est l'occasion de vérifier, comme un vulcanologue se rendant sur le terrain, les zones de fractures qui partagent le monde bananier. Schématiquement, on en trouve trois : (1) UE plus pays ACP, (2) Etats-Unis plus pays latino-américains non signataires de l'accord-cadre banane et (3) pays signataires de l'accord-cadre (Colombie, Costa Rica, Nicaragua, Venezuela). Les blocs (1) et (2) sont en continuel affrontement, tandis que le bloc (3), pour l'instant inactivé, se tient en dehors. Les délégations de ce dernier bloc n'ont d'ailleurs jamais pris la parole, sans doute pour ne pas indisposer leurs voisins.

Les deux grands leaders, UE et Etats-Unis, n'ont que peu participé aux débats. Ils ont laissé l'avant-scène à leurs partenaires. Du côté américain, le Guatemala, l'Equateur, le Mexique, le Panama et le Honduras furent omniprésents, n'hésitant pas à s'appuyer l'un l'autre quels que soient les sujets abordés. Très prochainement membre de l'OMC, le Panama, jouant sur tous les registres jusques et y compris la menace, a déjà prévenu qu'il pourrait déposer dès son entrée une demande de constitution de panel.

Les pays ACP ont répliqué à toutes les critiques et bataillé pour se faire entendre. On peut regretter toutefois, dans le groupe africain, le silence obstiné de la délégation ivoirienne. La Côte d'Ivoire n'a pourtant jamais ménagé ses efforts pour soutenir l'OCMB et ses partisans, notamment devant les instances de l'Organisation mondiale du commerce. Ce mustisme peut difficilement s'expliquer par un quelconque mouvement d'humeur envers l'UE. Comme l'ont suggéré certains observateurs, il se pourrait que l'Etat

ivoirien n'ait pas jugé nécessaire de participer activement à cette réunion. A l'inverse, le Cameroun, la Jamaïque, Belize et la Dominique n'ont pas ménagé leurs efforts pour soutenir l'OCMB et leur accès privilégié. Car c'est ce principe que les Etats anti-OCMB ont constamment remis en cause. S'appuyant sur les orientations du rapport final du panel OMC, ils reconnaissent les droits des pays ACP mais sont, par contre, opposés à ce que cette préférence en faveur d'un groupe de pays en développement s'exerce à la défaveur d'un autre. Et le Guatemala de surenchérir : « *Les ACP ne peuvent pas se développer à nos dépens* ». Allant plus loin encore et s'aventurant sur des terrains où ses alliés n'avaient pas osé pénétrer, le Mexique a même déclaré en substance que le problème ne résidait pas forcément dans la production ACP mais bien plutôt dans la production communautaire. Aucune délégation n'a renchéri sur les propos mexicains. Il est vrai que le ton plutôt consensuel de la réunion en aurait gravement pâti.

Dans une brève intervention, Les Etats-Unis ont très durement critiqué le système d'approvisionnement européen. Ils se posent même en pseudo-défenseurs des intérêts des Etats ACP et déclarent qu'il faut « *être fort pour imaginer une manière plus inefficace d'aider les ACP* » puis proposent que les droits de douanes perçus par l'UE soient reversés en aides directes aux ACP. Les analystes n'auront pas été surpris par de tels commentaires. Ils émanent directement de la série de rapports Bananarama éditée par la Banque mondiale depuis 5 ans.

La Commission européenne n'a pas souhaité répondre à la charge américaine. Les quinze membres ont toutes les peines du monde à parler d'une même voix. Pourtant sans tomber dans les mêmes excès que lors de la réunion de Kingston, certains fournisseurs ACP auraient vu d'un bon oeil que l'UE leur apporte un soutien plus marqué. Ainsi, maladroitement la Dominique n'a pas hésité à se rappeler au bon souvenir de l'UE en réclamant un mécanisme de financement clair de l'aide et une transférabilité des quotas ACP.

Le leurre de la diversification

Ramenant le débat sur la question essentielle, le bien-être économique et social des régions ACP, Sainte Lucie et la Jamaïque ont déclaré que leurs pays n'avaient pas d'autre choix que la banane et que, dans tous les cas, le système de préférences de l'UE était indispensable à la survie à moyen et long terme de leur économie bananière, et donc, de leur économie tout court. Sur ce point une des conclusions de l'étude portant sur l'évaluation de la compétitivité de la production de bananes des pays ACP réalisée par le CIRAD (France) et le NRI (Royaume-Uni) en 1995 est sans appel (voir encadré ci-contre). Dans ce contexte de dépendance forte envers les recettes issues de l'exportation de banane, le thème de la diversification

Extrait de l'étude portant sur l'évaluation de la compétitivité de la production de bananes des pays ACP réalisée par le CIRAD (France) et le NRI (Royaume-Uni) en 1995, sous la direction de Pierre Fabre, CIRAD.

Le taux d'intégration dans l'économie nationale (qui est un indicateur du gain net en devises) révèle « l'enracinement » dans l'économie nationale des activités des filières du Cameroun (taux de 52 %) et de la Côte d'Ivoire (58 %). Ce fait est d'autant plus notable qu'il s'agit des filières parmi les plus intensives et donc les plus utilisatrices d'intrants. Ces effets d'entraînement font des filières camerounaise et ivoirienne non seulement des pourvoyeuses de devises pour les acteurs partie prenante de la filière, mais de véritables vecteurs de développement.

Les faibles taux obtenus dans les autres pays sont le reflet de la rareté des relations de ces filières avec les autres activités économiques.

Cependant, toutes les filières apparaissent fortement redistributrices de revenus aux ménages (en % de la valeur ajoutée brute incluse) :
➜ 45 % pour le Cap-Vert (en tenant compte des revenus d'exploitation des petits planteurs familiaux);
➜ 32 et 39 % pour le Cameroun et la Côte d'Ivoire (dont plus du tiers sont des salaires indirects induits dans l'économie, donc en dehors des plantations);
➜ 49 et 59 % pour la Jamaïque et le Belize (dont 4 à 9 % de salaires indirects);
➜ plus de 80 % pour les Iles Sous-le-vent, avec un maximum de 140 % pour Grenade (ce qui signifie que cette filière distribue plus de revenus aux ménages qu'elle ne crée réellement de richesses);
➜ 98 % de la valeur ajoutée directe dans le cas du Surinam, ce qui signifie que toute la valeur ajoutée créée par Surland est distribuée à la main-d'oeuvre.

Ces filières participent fortement à l'économie de régions entières. La régularité de ces revenus pour les planteurs est un autre avantage que très peu de spéculations agricoles peuvent offrir. Les filières d'exportations de bananes sont donc fortement redistributrices de revenus dans des économies où les alternatives de production sont rares. (...) Derrière l'objectif de survie de certaines filières nationales d'exportation de bananes apparaît l'enjeu du maintien d'une activité fortement dispensatrice de revenus. Il est donc urgent d'augmenter la productivité de ces filières pour leur éviter la faillite.

largement abordé à Rome reste, pour bien des pays, au mieux un voeu pieux et au pire une escroquerie intellectuelle. Toute diversification doit répondre à au moins trois critères : (1) assurer un développement durable, (2) générer de grands volumes de produits pour pouvoir attirer les capacités de transport maritime et enfin (3) assurer un revenu régulier aux producteurs. Quelles sont les autres spéculations agricoles qui peuvent offrir ces avantages ? Comme l'a souligné le représentant de la Jamaïque : « *On ne peut pas parler de diversification sans banane. La diversification doit être considérée comme un moyen d'élargir la base économique des pays exportateurs de bananes* ». Voilà au moins une conclusion sur laquelle s'est mis d'accord l'ensemble des délégués.

La cohésion du groupe s'est de même vérifiée autour des programmes de recherches. L'obtention de variétés de bananier résistantes à la Cercosporiose noire est une des priorités des actions de recherches. Le programme mondial pour l'amélioration des *Musa*, PRO*MUSA*, est un des projets majeurs supportés par l'ensemble des délégations (voir encadré ci-dessous).

L'environnement et les « fair trade bananas » ou « bananes socialement correctes » n'ont pas remporté un grand succès. L'Equateur a été le seul à affirmer par deux fois que son secteur de production était écologiquement responsable.

Les « amis » du rapporteur

Ces grandes messes onusiennes ne seraient pas ce qu'elles sont sans les batailles épiques autour de l'élection du président, des vice-présidents de séance et du rapporteur. On se rappellera longtemps les « amis » dont, aux dires des délégations latino-américaines, le très habile rapporteur, appartenant à la délégation camerounaise, devait s'entourer pour rédiger les conclusions de la réunion. « Protégez-moi de mes amis, mes ennemis je m'en charge », jamais maxime n'aura été aussi bien adaptée à la situation ●

Denis Loeillet, CIRAD-FLHOR

PRO*MUSA* : un programme mondial pour l'amélioration des *Musa*

Le programme Pro*Musa* a pour but d'impliquer tous les principaux acteurs. Il fait suite au Banana Improvement Project (BIP). Il se présente comme un moyen de relier les travaux réalisés aux problèmes des producteurs de bananes d'exportation, aux initiatives dirigées vers l'amélioration de la production des bananiers et plantains destinés à la subsistance et à la petite production. Le programme mondial se construit sur les réalisations existantes et les recherches en cours sont la base même du programme. Pro*Musa* est donc un moyen pour maximiser les résultats et pour accélérer l'impact de l'effort mondial d'amélioration des bananiers.

Les récentes percées technologiques conduisent maintenant vers de rapides progrès dans l'amélioration des bananiers et un réel effet peut en être attendu dans un futur proche. Pro*Musa* s'attachera donc dans une étape initiale à la recherche spécifiquement liée à l'amélioration des bananiers. Une large participation au programme assure une perspective mondiale de Pro*Musa* et la structure est telle que la propriété de la recherche est largement partagée. Un programme mondial et régional d'évaluation opère en parallèle aux activités de la recherche en amélioration, ce qui permet aux Structures nationales de recherches agronomiques (SNRA) et subséquemment aux cultivateurs, un accès rapide au matériel amélioré aussitôt qu'il est produit. Le programme d'évaluation ne procure pas seulement un moyen de diffusion rapide des résultats de la recherche aux cultivateurs, mais c'est aussi un canal pour le retour de l'information, des agriculteurs vers le programme.

Le secrétariat exécutif est assumé par le Réseau international pour l'amélioration de la banane et de la banane plantain (INIBAP).

Objectifs

• Accroître la productivité des bananiers et plantains produits pour l'autoconsommation aussi bien que pour les marchés locaux et l'exportation d'une manière durable et en préservant l'environnement.
• Promouvoir le développement de variétés de *Musa* améliorées, de base génétique large et acceptables par le consommateur et diffuser ces variétés jusqu'au cultivateur par le biais des SNRA et autres systèmes.
• Accroître l'efficacité et la rentabilité des efforts globaux d'amélioration de *Musa* en facilitant et en stimulant le partenariat entre systèmes nationaux, instituts et centres interntionaux de recherches agronomiques.

BANANE - EXPORTATIONS MONDIALES (OOO TONNES)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
AMERIQUE LATINE	5 862	5 627	6 258	7 132	7 931	8 143	8 287	8 861	9 356	8 427
Belize	20	26	27	33	25	36	43	53	52	
Brésil	81	77	84	53	91	92	90	52	12	
Colombie	913	922	937	1 068	1 270	1 356	1 502	1 572	1 335	1 407
Costa Rica	1 060	1 027	1 407	1 544	1 538	1 749	1 833	1 875	2 033	1 931
R.Dominicaine	1	1	2	9	16	50	73	95	94	
Equateur	1 381	1 535	1 649	2 189	2 668	2 416	2 582	3 308	3 737	3 842
Guatemala	473	309	332	340	340	503	432	540	646	611
Honduras	1 052	871	903	830	850	784	831	494	522	
Mexique	94	89	100	154	238	250	72	52	110	
Nicaragua	72	61	70	72	111	61	25	27	54	
Panama	680	670	715	776	720	742	708	712	695	636
Surinam	32	36	29	27	26	30	29	33	34	
Venezuela	3	3	3	37	38	74	67	48	32	
CARAIBES	227	299	293	342	300	351	330	250	284	280
Jamaïque	34	28	43	63	75	77	77	79	85	89
Dominique	64	72	49	57	54	58	56	43	32	40
Grenade	9	9	9	8	7	6	5	5	4	2
Sainte Lucie	85	128	126	134	101	133	133	92	113	105
Saint Vincent	35	62	66	80	63	77	59	31	50	44
EUROPE	865	830	808	826	781	795	743	645	657	685
Grèce	14	20	21	18	18	8	7	3	3	4
Espagne	449	395	396	416	373	368	358	321	369	346
France										
Martinique	206	219	238	246	218	228	211	170	188	250
Guadeloupe	146	149	108	101	131	147	132	122	63	61
Portugal	50	46	45	46	40	43	35	29	34	24
EXTREME ORIENT	952	1 011	975	935	1 069	922	1 245	1 244	1 304	1 298
Chine	125	103	87	52	79	79	70	62	47	
Malaisie	30	26	24	34	32	12	15	21	35	
Pakistan	6	6	6	4	3	4	3	1	2	
Philippines	775	867	851	840	942	822	1 153	1 155	1 213	1 298
Thaïlande	2	2	4	2	2	2	2	2	2	
Vietnam	14	7	3	3	11	3	2	3	5	
AFRIQUE	199	186	230	253	246	278	302	343	371	213
Cameroun	50	36	58	75	112	120	120	175	171	183
Cap Vert	0	2	2	2	2	2	2	1	1	
Côte d'Ivoire	83	82	93	94	116	149	173	157	177	
Ethiopie	2	2	2	2	2	2	2	0	0	
Somalie	64	64	75	80	14	5	5	10	22	30
OCEANIE	4	2	1	0	0	0	0	0	0	0
Iles Cook	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Samoa	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tonga	4	1	1	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL MONDIAL	8 109	7 955	8 565	9 488	10 327	10 489	10 907	11 343	11 972	

Source : FAO 1997

BANANE - IMPORTATIONS MONDIALES (000 TONNES)

		1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995 **
PAYS EN DEVELOPPEMENT		478	577	591	586	604	943	912	1256	1299	1352
AMERIQUE LATINE		217	200	223	222	218	255	317	449	464	410
dont	Argentine	129	100	90	82	73	113	145	215	244	202
	Chili	32	37	53	57	63	60	85	139	148	145
PROCHE ORIENT		146	245	255	256	271	294	312	510	492	562
dont	Iran	0	0	0	0	2	2	2	172	59	120
	Arabie S.	58	163	172	156	133	125	143	150	187	173
	syrie	0	0	0	0	0	0	0	0	87	87
	Turquie	3	3	6	16	60	80	80	113	66	88
EXTREME ORIENT		104	116	97	95	101	381	264	279	319	354
dont	Chine	36	41	21	13	14	9	21	30	93	160
	Hong-Kong	39	38	36	34	32	42	36	43	42	45
	Rep. Corée	4	9	13	21	22	315	171	146	138	120
AFRIQUE		11	16	16	13	14	13	19	18	24	26
dont	Maroc	1	1	1	1	1	1	1	1	3	6
	Tunisie	0	0	0	0	0	0	6	5	18	17
PAYS DEVELOPPES		6964	7156	7341	7647	8124	8781	9365	9371	9839	10168
UE *		2590	2690	2988	3070	3472	3732	3887	3713	3467	3990
AUT.EUROPE OC.		369	414	460	513	591	611	622	586	611	265
dont	Autriche	91	95	109	117	126	122	120	116	115	***
	Finlande	51	57	59	71	70	73	91	72	78	***
	Norvège	41	43	46	51	49	54	61	61	60	60
	Suède	96	110	126	137	143	159	162	152	154	***
	Suisse	63	66	69	73	76	79	79	76	76	75
	Ex-Yougos.	23	36	45	59	120	114	100	100	120	120
EUR. EST EX-URSS		87	120	161	177	154	349	486	579	1 061	1 302
dont	Bulgarie	8	6	5	5	3	2	20	43	31	45
	Tchécoslov.	56	54	57	56	31	65	122			
	Rep.Tchèque								101	120	159
	Slovaquie								50	57	75
	Hongrie	13	15	23	47	34	57	92	72	75	67
	Pologne	0	2	10	6	24	152	185	141	156	235
	Roumanie	0	0	0	0	5	13	17	23	31	54
	Ex-URSS	10	43	66	63	57	60	50	149	591	667
AMERIQUE NORD		3 116	3 105	2 925	3 089	3 098	3 228	3 532	3 515	3 697	3 666
	Canada	300	324	229	322	341	355	379	383	386	400
	Etats-Unis	2 816	2 781	2 696	2 767	2 757	2 873	3 153	3 133	3 311	3 266
AUTRES		802	827	807	798	809	861	838	978	1 003	945
	Japon	765	775	760	774	758	803	777	913	929	874
	Nlle Zélande	37	52	47	24	51	58	61	65	74	71
TOTAL MONDIAL		7 442	7 733	7 932	8 233	8 728	9 724	10 277	10 627	11 138	11 520

Note : * production communautaire comprise / ** estimations / *** compris dans total UE

Source : FAO 1997

BANANE - APPROVISIONNEMENT DE L'UE (000 TONNES)

PROVENANCE	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995*
UE	885	865	830	809	826	781	795	743	645	657
Grèce	12	15	20	21	18	18	8	7	3	3
Espagne	471	449	395	397	416	373	368	358	322	369
France										
Martinique	213	206	219	238	246	218	228	211	170	188
Guadeloupe	143	146	149	108	101	132	147	132	122	63
Portugal	46	50	46	45	46	40	43	35	29	34
ACP	445	457	514	544	622	603	690	748	723	678
Belize	12	19	26	27	24	20	28	39	47	40
Cameroun	53	47	36	56	78	116	111	147	154	155
Cap Vert	2	1	2	3	3	3	2	1	0	0
Dominique	49	63	70	51	52	55	56	53	43	33
Rép. Domini.	0	0	0	1	4	10	38	62	86	0
Grenade	8	8	9	8	8	8	6	7	5	4
Haïti	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Côte d'Ivoire	83	78	75	85	95	116	146	161	149	155
Jamaïque	22	35	32	39	63	70	75	77	76	80
Kenya	0	0	0	0	0	1	0	2	0	0
Madagascar	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Somalie	30	50	52	59	58	8	0	1	5	21
Sainte Lucie	111	85	117	116	127	103	124	113	92	104
Saint Vincent	39	36	62	68	82	63	73	58	32	51
Surinam	36	34	33	30	28	28	30	28	33	35
Autres	0	0	1	1	0	1	1	1	1	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ZONE DOLLAR	1 260	1 368	1 644	1 717	2 024	2 349	2 402	2 153	1 980	2 653
Bolivie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Colombie	252	283	344	331	402	512	519	418	459	
Costa Rica	234	255	341	449	549	528	452	480	622	
Cuba	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Equateur	267	235	319	274	352	601	677	605	549	
El Salvador	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Etats-Unis	0	0	3	0	4	2	1	2	1	
Honduras	172	216	189	149	123	138	198	194	27	
Guatemala	28	60	35	62	9	13	37	27	20	
Nicaragua	43	48	35	29	48	65	27	10	0	
Mexique	0	0	0	0	0	0	10	0	0	
Panama	256	269	340	400	527	485	479	413	298	
Philippines	3	1	37	20	5	0	0	2	0	
Venezuela	0	0	0	0	0	0	0	0	1	
Autres	4	2	2	2	5	3	3	3	3	
NON DETERMI.	0	0	0	0	0	0	0	68	119	
TOTAL	2 590	2 690	2 988	3 070	3 472	3 732	3 887	3 713	3 467	3 990

Note : UE à 15 à partir de 1995 / * estimations

Source : FAO 1997